

Économie & Politique Monde

Que signifie une victoire dans l'Iowa?

CATHERINE MOMMAERTS

L'Iowa vient de révéler son verdict. Ce petit Etat du Midwest à l'écrasante majorité blanche et où les évangélistes tiennent le haut du pavé n'est certainement pas l'Etat le plus représentatif de la mosaïque américaine. Ni celui qui pèsera le plus lourd dans la présidentielle du 8 novembre prochain. Mais il a l'avantage d'être le premier à se prononcer dans la course à l'investiture des partis démocrate et républicain.

À l'heure de mettre sous presse, les résultats du caucus de l'Iowa n'étaient pas encore connus. Mais une chose était d'ores et déjà certaine: qui aura loupé ce premier rendez-vous ressertera les boulons de sa campagne, voire commencera à s'interroger sur sa viabilité. Si gagner dans l'Iowa ne veut pas forcément dire qu'on finira «tronisés» aux grandes conventions de l'été, y perdre, c'est peut-être déjà le début de la fin. Ou pas. Voyons ce qui s'y est passé au cours des dix derniers cycles présidentiels.

Chez les démocrates

En 2008, 2004 et 2000, le candidat démocrate qui arriva premier du caucus de l'Iowa remporta in fine l'investiture du parti. Il y a huit ans, Barack Obama avait survolé ce premier rendez-vous en empochant 37,6% des votes, devant John Edwards (29,8%) et Hillary Clinton (29,5%) qui avait franchement loupé son départ. En 2004, c'était l'actuel secrétaire d'Etat John Kerry, alors sénateur du Massachusetts, qui était arrivé premier et en 2000, c'était le vice-président sortant Al Gore.

Autotal, les électeurs démocrates de l'Iowa auront visé juste cinq fois sur huit (sachant qu'en 1996 et en 2012, les présidents démocrates sortants qu'il briguait un second mandat n'avaient pas eu de challenger). Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu quelques ratés bien ratrapés par la suite. Ce fut le cas en 1992 lorsque Bill Clinton n'arriva que troisième du caucus de l'Iowa remporté cette année-là par le sénateur de... l'Iowa,

LE RÉSUMÉ

Remporter le caucus de l'Iowa ne veut pas dire qu'on peut déjà préparer son discours d'investiture.

Y perdre représente un handicap, toutefois pas insurmontable.

Les trois derniers vainqueurs démocrates au caucus de ce petit Etat auront figuré sur les bulletins de vote de la présidentielle. Mais Bill Clinton ne s'y imposa pas.

Les deux derniers vainqueurs républicains n'ont pas remporté l'investiture de leur parti. En 2012, c'est le deuxième qui s'y imposa finalement et en 2008, c'est le quatrième.



Ronald Reagan et Bill Clinton (photos du haut) n'avaient pas remporté l'Iowa, à l'inverse de George W. Bush et Barack Obama.

Il y a huit ans, Barack Obama avait survolé ce premier rendez-vous en empochant 37,6% des votes, devant John Edwards (29,8%) et Hillary Clinton (29,5%).

Tom Harkin. Arrivé deuxième dans la primaire du New Hampshire une semaine plus tard, le futur président, qui n'était alors que gouverneur de l'Arkansas, dut attendre le 3 mars pour enregistrer sa première victoire (en Géorgie)!

Du côté républicain

Dans le camp républicain, il aura fallu passer sept fois par la case des caucus et primaires au cours des dix derniers cycles présidentiels. Et le bon numéro n'est sorti qu'à trois occasions: en 2000 (le gouverneur du

Texas George W. Bush), en 1996 (le sénateur du Kansas Bob Dole) et en 1976 (Gerald Ford qui était devenu président à la démission de Gerald Nixon). Ce n'était cependant pas passé très loin en 1980. Cette année-là, c'est George Bush qui remporta le caucus de l'Iowa, avec deux points d'avance sur Ronald Reagan. Le deuxième finit président et le premier vice-président quelques mois plus tard...

Fait révélateur de la montée des évangélistes ces dernières années, c'est Rick Santorum qui l'emporta



de peu face à Mitt Romney en 2012. Santorum, un catholique pratiquant qui ambitionnait ouvertement de placer la religion chrétienne au cœur de l'Etat américain, avait séduit un électoral qui peu hésitant face au pragmatisme politique de Mitt Romney, un mormon qui finit par défendre les couleurs républicaines à la présidentielle. En 2008, c'est carrément un ancien pasteur baptiste (et accessoirement ex-gouverneur de l'Arkansas), Mike Huckabee, qui l'avait remporté avec neuf points d'avance sur Romney et plus

de vingt points sur John McCain. Le sénateur de l'Arizona qui empocha l'investiture. Les deux hommes s'étaient ensuite très vite perdus dans les méandres des primaires, où la «présidentabilité» finit généralement par prendre le dessus.

Les électeurs de l'Iowa pourraient avoir compris la leçon. Santorum et Huckabee, à nouveau candidats à l'investiture républicaine, n'y étaient crédités que de moins de 5% des intentions de vote le week-end dernier tandis que Donald Trump caracolait en tête des sondages...

L'Europe peine à adopter la législation sur les «minerais de sang»

Le Parlement, la Commission et les Etats européens cherchent un compromis sur la traçabilité des «minerais de sang». Plusieurs Etats sont réticents.

VINCENT GEORIS
À STRASBOURG

En 2014, selon l'Unicef, plus de 40.000 enfants, certains étant âgés de 7 ans à peine, ont travaillé dans les mines en République démocratique du Congo (RDC). En bout de chaîne, les minerais ont été utilisés par l'industrie de l'électronique pour fabriquer les smartphones, les batteries et les PC. Les firmes, comme Nokia, Apple ou Sony, n'indiquent pas la provenance de leurs matières premières.

Dernière le «miracle» du numérique, se cachent le travail des enfants, mais aussi des violences commises sur les populations. Une partie du produit de la vente de ces minerais finance les groupes armés semant la terreur dans l'est de la RDC. Selon l'ONG Justice et Paix, plus de 5 millions de personnes seraient mortes dans la région en 20 ans de conflit autour des «minerais de sang».

L'amendement «Michel» en danger

Identifier l'origine des minerais aiderait à endiguer cette spirale de violence. Le Parlement européen a voté en mai 2015 une proposition de règlement pour mettre en place, en aval, une traçabilité obligatoire des minerais sur toute la chaîne, de l'extraction à la fonderie, et, en



Le Parlement européen veut une traçabilité obligatoire des minerais. Les Etats divergent. © REUTERS

amont, une obligation d'information pour l'industrie de l'électronique.

La proposition initiale de la Commission européenne avait été jugée peu ambitieuse car basée sur le volontarisme des entreprises. Elle avait été revue à la hausse suite à un amendement déposé par Louis Michel permettant d'introduire le caractère obligatoire de la traçabilité. Le député libéral, avec le soutien de la socialiste Marie Arena (S&D) et des Verts, avait trouvé une majorité alternative au Parlement.

Le règlement doit encore être adopté en «trilogie». En jargon européen, il s'agit d'une négociation entre la Commission, le Parlement et les 28 Etats européens.

Le trilogue s'est réuni pour la première fois hier à Strasbourg. Selon nos informations, le risque est grand

de voir les Etats diluer l'amendement Michel. «La présidence néerlandaise veut aller vite et obtenir un accord d'ici juin» dit une source proche des négociations. «L'Italie, soucieuse de protéger son artisanat d'or, et l'Espagne, veulent bloquer la proposition du Parlement». Ces pays exigent une traçabilité volontaire. La France, le Royaume-Uni et les pays de l'Est plaident aussi en ce sens. La Commission Juncker, par contre, serait désormais en faveur du régime obligatoire.

Louis Michel continue à mettre la pression. «J'appelle toutes les parties aux négociations à faire preuve de courage et d'ambition pour faire aboutir à un règlement obligatoire applicable sur toute la chaîne d'approvisionnement tel que recommandé par le Parlement européen dit-il. L'exploitation des minerais peut et doit devenir une bénédiction pour la population des pays d'origine.»

ESPAGNE

Rato sera jugé pour détournement de fonds

L'ancien directeur général du FMI Rodrigo Rato sera jugé en Espagne pour détournement de fonds dans une banque où les cadres disposaient de cartes de crédit pour des dépenses illimitées et sans contrôle, a annoncé lundi la justice. Un juge de l'audience nationale, juridiction chargée notamment des affaires financières, a accepté les recommandations du parquet et décidé lundi de juger M. Rato et 65 autres cadres de Bankia, successeur de Caja Madrid. La date du procès n'a pas été fixée. Les 66 accusés avaient bénéficié entre 1999 et 2012 d'une carte de crédit de Caja Madrid non déclarée, avec laquelle ils auraient payé des dépenses personnelles, allant, selon la presse, de safaris en Afrique à des achats de bijoux. Rato lui-même aurait dépensé plus de 99.000 euros avec deux cartes bancaires, selon l'acte d'accusation.

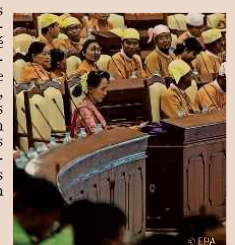
PORTUGAL

Le budget de Costa ne convainc pas la Commission

Le gouvernement socialiste de Portugal, suspendu à une alliance fragile avec la gauche radicale, est entré en conflit ouvert avec la Commission européenne, qui menace de recalculer son avant-projet de budget pour 2016, jugé peu crédible. Pressé par la Commission d'expliquer par écrit les incohérences de son budget, le gouvernement d'Antonio

Costa a opté pour le silence, mais continue à négocier en coulisses. «Les discussions poursuivent, il y a de grandes divergences que nous tentons de réduire», a indiqué lundi un porte-parole de la Commission, Annika Breithardt, qui a refusé de «spéculer» sur un éventuel rejet du budget. Principale pomme de discorde, le Portugal prévoit une réduction de 0,2 point de pourcentage de son déficit structurel (hors effets de conjoncture), alors que la Commission exige une baisse de 0,6 point.

BIRMANIE



La Birmanie a basculé lundi dans une nouvelle ère avec l'entrée en fonction d'un Parlement dominé par le parti d'Aung San Suu Kyi, qui va former le premier gouvernement issu d'élections libres dans un pays marqué par des décennies de régime militaire. Tout d'orange vêtus, les 390 députés de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) sont arrivés tôt lundi pour signer leur première feuille de présence, en haut des marches du gigantesque Parlement birman, dans la capitale administrative Naypyidaw.